

Race supérieure hier... mais race inférieure demain



Race supérieure hier... mais race inférieure demain.

L'islam a comme vocation principale et universelle : l'intégration de tous les peuples à sa religion.

Son objectif est d'atteindre cette vocation par la domination.

Et cela ne date pas d'hier, sa vocation est millénaire.

L'islam a parfaitement réussi dans de nombreux pays de notre monde en les colonisant et en les obligeant à se convertir de gré ou de force, par le prêche ou par le sabre, ce fut le cas notamment du Maghreb et, dorénavant, le monde occidental est devenu sa priorité : il exige que l'Europe et sa population de souche deviennent musulmanes.

Sa stratégie s'est modifiée, prenant conscience de ses échecs successifs au cours des siècles passés et de son impossibilité d'avoir recours à la force militaire, contre plus fort que lui militairement.

La République française a décidé d'ignorer les identités et

cela a permis, dans un premier temps, à des populations d'identités compatibles, de s'y intégrer, pas toujours accueillies avec bienveillance, si l'on peut dire.

J'en veux pour exemple que l'acceptation contrainte et indigne de l'arrivée d'un million de Français d'Algérie, qui revenaient dans « leur » pays, et de quelques dizaines de milliers de harkis qui l'avaient servi.

Depuis l'accession à la présidence de cette République de Valéry Giscard d'Estaing et de Jacques Chirac, la France s'est engagée dans une politique de désintégration identitaire.

Et depuis elle accepte que certaines lois islamiques s'appliquent à notre vie publique, à notre vie sociale, à notre justice, etc., et c'est là très exactement l'objectif mis en place par la nouvelle stratégie de l'islam : un processus d'acculturation nécessaire afin de substituer une identité étrangère à notre propre identité.

Nous devons œuvrer afin que la République – je veux dire ceux qui la gouvernent – maintienne envers et contre l'islam, la reconnaissance de notre peuple, de son droit à porter un nom spécifique, à protéger son identité et son existence, et cela conformément à la déclaration des Nations-Unies sur les peuples autochtones.

Depuis 1789, et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les « Républicains », qui détenaient le pouvoir, affirmaient une vérité qui serait punie par la loi à notre époque : Jules Ferry n'hésitait pas à déclarer « *que les races supérieures avaient pour devoir de civiliser les races inférieures* » et cette affirmation était reprise plus tard par le républicain Léon Blum « *Les races supérieures devaient, selon lui, attirer vers elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture* ».

Il était nécessaire, toujours selon ces républicains, de leur apporter la civilisation, la liberté, les droits de l'homme,

etc.

En deux phrases : « Il fallait faire de ces indigènes des « républicains » malgré eux, par la colonisation si nécessaire et même si cela était absolument contraire à leur religion ».

Après cette colonisation, aujourd'hui rejetée par tous, c'est tout le contraire qui inspire nos politiciens. Si nous ne sommes pas encore une « race inférieure », nous ne sommes plus « supérieurs », nous sommes à peine « égaux ».

Aujourd'hui il semble préférable pour eux de procéder à l'intégration, où à l'assimilation (choisissez le terme qui vous conviendra le mieux) et de laisser s'installer « chez nous » une population étrangère, qui ne tient absolument pas à abandonner ses mœurs et ses coutumes, bien au contraire, puisque son souhait est de nous les imposer, quand ce n'est pas encore sa religion, puisque la nôtre « fout le camp ».

Nous, les autochtones de souche européenne, devenons de plus en plus minoritaires et c'est bien le but à atteindre par nos « envahisseurs » et par ceux qui leur ouvrent nos frontières : l'abandon progressif de notre propre identité.

Plus de 15 % de population étrangère qui ne participe pas à notre culture et rejette notre civilisation judéo-chrétienne, présentant un multiculturalisme, un métissage, une « créolisation » dorénavant, regroupant des identités différentes, des religions différentes, des couleurs différentes, est déjà installé dans notre pays et ce pourcentage progresse chaque nouvelle année.

Qu'est devenu notre peuple de valeurs et de culture européennes ?

Si l'on en croit les déclarations de certains ministres, par exemple celle d'Éric Besson, ministre de la République, en janvier 2009 : « *La France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion. C'est un conglomérat de*

peuples qui veulent vivre ensemble. Il n'y a pas de Français de souche. Il n'y a qu'une France de métissage ».

Effectivement c'est ce que la France devient, c'est le nouvel objectif d'intégration « Le vivre-ensemble », même si nous ne voulons pas « vivre ensemble » et que nous souhaiterions que chacun puisse « vivre chez soi ».

C'est la raison pour laquelle se forment des communautés parallèles qui se positionnent de force contre les autochtones.

Cela explique les agressions quotidiennes contre les forces de police ou de gendarmerie, les pompiers, les enseignants, les élus, etc.

Cela explique les crimes, les viols, les vols, les émeutes et les violences : tout ce qui représente l'ordre républicain ou le visage blanc de l'autochtone.

Les naturalisations et la binationalité et, demain peut-être, le droit de vote, donneront un pouvoir politique croissant aux représentants de ces communautés étrangères et peuvent présenter un danger en cas de conflit, surtout suite à une implantation importante dans les forces de l'ordre, les armées et le service public.

Il y va d'un intérêt national que ces engagements soient surveillés de très près. Ce n'est certainement pas dans notre intérêt que d'importants contingents d'étrangers, récemment francisés, reçoivent une instruction militaire ou stratégique, susceptible de se retourner contre nous.

Le communautarisme s'impose. Il s'affirme chaque jour un peu plus et ses différences culturelles et religieuses, son identité, ses mœurs, ses dealers, règnent dans de nombreuses zones de notre territoire, où l'ordre républicain n'est plus assumé, où les forces de l'ordre ne peuvent plus intervenir sans être « caillassées » et, mais c'est déjà le cas,

accueillies par des tirs d'armes à feu.

Dieu sait que je n'aime pas me référer à de Gaulle, mais enfin : « *Nous sommes quand même et avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne* ».

Un peuple qui ne peut pas ressembler à une communauté multiculturaliste, métissée ou créolisée.

Notre peuple appartient à une civilisation, la civilisation européenne. Nous en sommes l'héritage et nous ne devons jamais nous soumettre à une autre civilisation.

Un autochtone est l'originaire par voie ancestrale du pays qu'il habite (Larousse).

Il ne sera jamais question d'être traité, chez nous, comme un « sous-peuple ».

Nous ne devons en aucun cas être la cible d'une discrimination raciale quasi officielle, ni subir un racisme quotidien.

Ce sont les Français de souche européenne qui constituent la population autochtone de la France. Lorsque la République est née, notre pays était habité par des hommes et des femmes de souche française qui avaient développé une civilisation propre avec ses traditions, ses langues et son identité française.

La République doit conserver au peuple français son identité, que l'on veut confisquer, et les citoyens ont le droit et le devoir de la protéger.

Ils ont le droit et le devoir de s'opposer à toutes intrusions susceptibles de vouloir détruire ses traditions, ses valeurs et sa culture.

Le peuple autochtone doit rester souverain et s'opposer à toute colonisation.

Manuel Gomez